

France

La proposition choc pour créer 750 000 emplois

L'Institut Molinari appelle à une baisse de 35 milliards d'euros des impôts de production. Une mesure qui serait neutre pour les finances publiques au bout de deux ans.

C'est une proposition choc qui pourrait alimenter les débats économiques de la campagne présidentielle. Dans une étude à laquelle *Ouest-France* a eu accès en exclusivité, l'Institut Molinari propose une baisse de 35 milliards des impôts de production (foncier commercial et industriel, contribution sur la valeur ajoutée ainsi qu'une myriade de petits prélèvements).

Un nouveau cadeau fait aux entreprises, alors que le gouvernement vient déjà de les baisser de 10 milliards d'euros ? « **Pas du tout** », se défend l'économiste Nicolas Marques, coauteur de l'étude avec Pierre Bentata.

Cette réduction massive mettrait fin à une singularité française en Europe et créerait une dynamique en termes de chiffre d'affaires (+ 156 milliards d'euros), d'excédents nets pour les entreprises (+ 12 milliards d'euros) permettant ainsi de créer plusieurs centaines de milliers d'emplois (750 000) et de redonner des marges de manœuvre sur les salaires. Une mesure amortie pour les finances publiques au bout de deux ans, estiment les deux auteurs.

« **Nocifs pour la productivité et la compétitivité** »

Nicolas Marques prend l'exemple de Bridgestone dont l'usine de Béthune, dans le Pas-de-Calais, a été fermée par le groupe japonais.

« **En 2018, les impôts de production représentaient 7 millions d'euros et les pertes de l'entreprise 5 millions d'euros. Si rien n'est fait,**

Les impôts de production en 2020



Source : Institut Molinari d'après l'OCDE.
Photo : AFP. Infographie : Ouest-France.

les groupes les plus puissants vont continuer à délocaliser leurs activités et les plus fragiles mettre la clé sous la porte. » Car les impôts de production frappent sans tenir compte des résultats et sont prélevés à toutes les étapes de la chaîne.

Ces impôts de production expliqueraient pour une grande partie la fragilité des PME et le maintien en France d'un niveau élevé de chômage. « Mal-



Lors de la fermeture de Bridgestone à Béthune, annoncée en 2020, les impôts de production s'élevaient à 7 millions d'euros alors que le résultat net était négatif de 5 millions d'euros.

gré une nette amélioration, il y a encore 300 000 chômeurs en trop par rapport à la moyenne européenne et 1,3 million par rapport à l'Allemagne », observe l'Institut Molinari.

Une politique fiscale qui contribue par ailleurs à creuser le déficit de la balance commerciale : 902 milliards d'euros en chiffres cumulés depuis dix-huit ans. Un sujet qui nécessiterait une concertation étroite avec les

collectivités locales.

« Elles perçoivent en effet 66 % des impôts de production qui contribuent à 28 % de leur financement. La solution la plus prometteuse est le partage des fiscalités traditionnelles, à l'image de ce qui se fait dans de nombreux pays », observe Nicolas Marques.

Patrice MOYON.